

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 93 — 1034

[S — 29191]

15 MARS 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, notamment l'article 24, alinéa 1er, 3°, et alinéa 2, l'article 26, § 3, et l'article 29;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice, modifié par l'arrêté royal du 7 juillet 1986, les arrêtés royaux n° 438 du 11 août 1986 et n°s 539 et 540 du 31 mars 1987, l'arrêté royal du 6 novembre 1987 et le décret du 29 juillet 1992;

Vu la concertation menée avec les représentants des différents pouvoirs organisateurs;

Vu l'accord du Ministre-Président chargé du Budget, donné le 2 janvier 1993;

Vu le protocole du comité du secteur IX et du comité des services publics provinciaux et locaux, section II, daté du 12 février 1993;

Vu l'avis du Conseil d'État;

Sur proposition du Ministre de l'Éducation,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — *Des conseils de zone, des comités de concertation et des entités d'enseignement*

Section 1re. — Des zones et de leurs conseils

Article 1er. Il est constitué dix zones de concertation :

- 1° la zone de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;
- 2° la zone de l'arrondissement administratif de Nivelles;
- 3° la zone de l'arrondissement administratif de Huy-Waremme;
- 4° la zone de l'arrondissement administratif de Liège;
- 5° la zone de l'arrondissement administratif de Verviers;
- 6° la zone de l'arrondissement administratif de Namur;
- 7° la zone de l'arrondissement administratif de Luxembourg;
- 8° la zone du Hainaut occidental comprenant les communes visées à l'article 16;
- 9° la zone de Mons-Centre comprenant les communes visées à l'article 17;
- 10° la zone de Charleroi-Hainaut Sud comprenant les communes visées à l'article 18.

Art. 2. Dans chaque zone de concertation sont créés deux conseils de zone :

1° l'un pour les établissements organisant un enseignement de caractère non confessionnel auquel appartient l'enseignement neutre, dénommé ci-après conseil de zone de l'enseignement non confessionnel;

2° l'autre pour les établissements organisant un enseignement de caractère confessionnel, dénommé ci-après conseil de zone de l'enseignement confessionnel.

Art. 3. § 1er. Chaque conseil de zone comprend un représentant de chacun des pouvoirs organisateurs d'établissements du caractère concerné.

Par tranche complète de 2000 élèves régulièrement inscrits au premier jour du deuxième trimestre de l'année scolaire en cours, pour l'ensemble des établissements d'enseignement secondaire qu'il organise dans la zone, chaque pouvoir organisateur délègue un représentant supplémentaire.

Toutefois un minimum de deux représentants est garanti au pouvoir organisateur qui est seul à représenter soit l'ensemble de l'enseignement subventionné, soit l'ensemble de l'enseignement de la Communauté au sein du conseil de zone.

Chaque conseil de zone comprend un représentant du comité de concertation, conformément à l'article 10. Ce représentant n'a pas voix délibérative.

§ 2. L'avis favorable requis par l'article 25 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, est émis à la majorité des deux tiers des membres présents. La décision prévue par l'application de l'article 21, § 1er, alinéa 2, du même décret est prise à la même majorité.

Dans les conseils de zones de l'enseignement non confessionnel, la majorité simple est en outre requise séparément d'une part pour l'ensemble des représentants présents de l'enseignement de la Communauté française, d'autre part pour l'ensemble des représentants présents des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné.

Art. 4. Chaque conseil de zone fixe son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du comité de concertation dont il relève conformément à l'article 9. Il élit en son sein son président et son secrétaire.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir la constitution d'un Bureau auquel le conseil délègue, dans le respect des règles de majorité prévues à l'article 3, l'exercice de certaines de ses compétences.

Section 2. — De la concertation avec les organisations syndicales

Art. 5. Les créations et l'harmonisation prévues aux articles 7 et 14 font l'objet d'une concertation obligatoire avec les organisations syndicales représentatives au sein d'un organe dont le règlement d'ordre intérieur définit la composition, les modalités de fonctionnement et de décision.

Si le règlement d'ordre intérieur de l'organe prévu à l'alinéa précédent n'est pas arrêté dans un délai de six semaines à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, le Ministre le détermine.

La concertation s'effectue au niveau de la zone.

Section 3. — Des comités de concertation

Art. 6. Pour l'ensemble des dix zones de concertation visées à l'article 1er, sont créés deux comités de concertation :

1° l'un pour les établissements organisant un enseignement de caractère non confessionnel auquel appartient l'enseignement neutre, dénommé comité de concertation de l'enseignement non confessionnel;

2° l'autre pour les établissements organisant un enseignement de caractère confessionnel, dénommé comité de concertation de l'enseignement confessionnel.

Art. 7. Le comité de concertation de l'enseignement non confessionnel est composé de 6 membres effectifs et d'un maximum de 3 membres suppléants représentant l'enseignement de la Communauté française et désignés par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions, dénommé ci-après le Ministre, et de 6 membres effectifs et d'un maximum de 3 membres suppléants représentant l'enseignement subventionné de caractère non confessionnel désignés par les organes représentatifs au niveau communautaire des Pouvoirs organisateurs d'établissements d'enseignement subventionné de caractère non confessionnel.

Le Ministre nomme le président du comité en dehors de ses membres. Le président n'a pas voix délibérative.

Les mandats sont d'une durée de 4 ans et renouvelables.

Le comité de concertation établi, à la majorité des deux tiers des membres présents, son règlement d'ordre intérieur.

Art. 8. Le comité de concertation de l'enseignement subventionné de caractère confessionnel est composé de 12 membres effectifs et d'un maximum de 6 membres suppléants représentant l'enseignement subventionné de caractère confessionnel désignés par l'organe représentatif au niveau communautaire des Pouvoirs organisateurs d'établissements d'enseignement subventionné de caractère confessionnel.

L'organe représentatif visé à l'alinéa précédent nomme le président du comité en dehors de ses membres. Le président n'a pas voix délibérative.

Les mandats sont d'une durée de 4 ans et renouvelables.

Le comité de concertation établi, à la majorité des deux tiers des membres présents, son règlement d'ordre intérieur.

Art. 9. Chaque comité de concertation approuve les règlements d'ordre intérieur des conseils de zone de son caractère et les communique au Ministre.

Art. 10. Chaque comité de concertation délègue un représentant auprès des différents conseils de zone de son caractère.

Section 4. — Des entités d'enseignement

Art. 11. Au sein de chaque zone de concertation visée à l'article 1er, il est constitué une ou plusieurs entités d'enseignement regroupant les établissements d'enseignement de même caractère.

Art. 12. Dans chaque entité d'enseignement, il est créé un conseil d'entité d'enseignement.

Art. 13. La composition et le fonctionnement des conseils d'entités d'enseignement d'une même zone sont définis par le règlement d'ordre intérieur du conseil de zone.

CHAPITRE II. — De la délimitation des zones et des entités d'enseignement

Art. 14. Dans la zone de la Province de Namur, chaque conseil de zone est composé de deux entités d'enseignement comprenant les établissements d'enseignement situés sur le territoire des communes suivantes :

A	B
Andenne	Anhée
Assesse	Beauraing
Eghezée	Bièvre
Fernelmont	Cerfontaine
Floreffe	Ciney
Fosses-la-Ville	
Gembloux	Couvin
Gesves	Dinant
Jemeppe-sur-Sambre	Doische
La Bruyère	Florennes
Namur	
Ohey	Gedinne
Profondeville	
Sambreville	Hamois
Sombreffe	Hastières
	Havelange
	Houyet
	Mettet
	Onhaye
	Philippeville
	Rochefort
	Somme-Leuze
	Viroinval
	Vresse-sur-Semois
	Walcourt
	Yvoir

Art. 15. Dans la zone de la Province de Luxembourg, chaque conseil de zone est composé de deux entités d'enseignement comprenant les établissements d'enseignement situés sur le territoire des communes suivantes :

A	B
Bastogne	Arlon
Bertogne	Attert
Bertrix	Aubange
Bouillon	Chiny
Daverdisse	Etalle
Durbuy	
Erezée	Florenville
Fauvillers	
Guvy	Habay
Herbeumont	
Hotton	Martelange
Houffalize	Messancy
La-Roche-en-Ardenne	Meix-devant-Virton
Léglise	
Libin	Musson
Libramont-Chevigny	Rouvroy
Manhay	Saint-Léger

Marche-en-Famenne	Tintigny
Nassogne	Virton
Neufchâteau	
Paliseul	
Rendeux	
Saint-Hubert	
Sainte-Ode	
Tellin	
Tenneville	
Vaux-sur-Sûre	
Vielsalm	
Wellin	

Art. 16. Dans la zone du Hainaut occidental, le conseil de zone de l'enseignement non confessionnel est composé de deux entités d'enseignement comprenant les établissements d'enseignement situés sur le territoire des communes suivantes :

A	B
Antoing	Ath
Brunchaut	Belœil
Celles	Bernissart
Comines-Warneton	Brugelette
Estaimpuis	Chièvres
Mont-de-l'Enclus	Ellezelles
Moucron	
Pecq	Flobecq
Rumes	Frasnes-lez-Anvaing
Tournai	Lessines
	Leuze-en-Hainaut
	Péruwelz
	Silly

Dans la zone du Hainaut occidental, le conseil de zone de l'enseignement confessionnel est composé de trois entités d'enseignement comprenant les établissements d'enseignement situés sur le territoire des communes suivantes :

A	B	C
Antoing	Ath	Comines-Warneton
Brunchaut	Belœil	
Celles	Bernissart	Moucron
	Brugelette	
Estaimpuis	Chièvres	
Mont-de-l'Enclus	Ellezelles	
Pecq	Flobecq	
Rumes	Frasnes-lez-Anvaing	
Tournai	Lessines	
	Leuze-en-Hainaut	
	Péruwelz	
	Silly	

Art. 17. Dans la zone de Mons-Centre, le conseil de zone de l'enseignement non confessionnel est composé de trois entités d'enseignement comprenant les établissements d'enseignement situés sur le territoire des communes suivantes :

A	B	C
Boussu	Mons	Braine-le-Comte
Colfontaine		Ecaussines
Dour		Enghien
Frameries		La Louvière
Hensies		Le Rœulx
Honnelles		Manage
Jurbise		Morlanwelz
Lens		Soignies
Quaregnon		
Quévy		
Quiévrain		
Saint-Ghislain		

Dans la zone de Mons-Centre, le conseil de zone de l'enseignement confessionnel est composé de deux entités d'enseignement comprenant les établissements d'enseignement situés sur le territoire des communes suivantes :

A	B
Boussu	Braine-le-Comte
Colfontaine	Ecaussines
Dour	Enghien
Frameries	La Louvière
Hensies	Le Rœulx
Honnelles	Manage
Jurbise	Morlanwelz
Lens	Soignies
Mons	
Quaregnon	
Quévy	
Quiévrain	
Saint-Ghislain	

Art. 18. Dans la zone de Charleroi-Hainaut Sud, le conseil de zone de l'enseignement non confessionnel est composé de trois entités d'enseignement comprenant les établissements d'enseignement situés sur le territoire des communes suivantes :

A	B	C
Aiseau-Presles	Charleroi	Anderlues
Chapelle-Herlaimont		Beaumont
Châtelet		Binche
Courcelles		Chimay
Farciennes		Erquennes
Fleurus		Estinnes
Fontaine-l'Evêque		Froidchapelle
Gerpennes		Ham-sur-Heure
Les-Bons-Villers		Lobbès
Montigny-le-Tilleul		Merbes
Pont-à-Celles		Momignies
Seneffe		Sivry-Rance
		Thuin

Dans la zone de Charleroi-Hainaut Sud, le conseil de zone de l'enseignement confessionnel est composé de deux entités d'enseignement comprenant les établissements d'enseignement situés sur le territoire des communes suivantes :

A	B
Aiseau-Presles	Anderlues
Chapelle-Herlaimont	Beaumont
Charleroi	
Châtelet	Binche
Courcelles	Chimay
Farciennes	Erquennes
Fleurus	Estinnes
Fontaine-l'Evêque	Froidchapelle
Gerpennes	Ham-sur-Heure
Les-Bons-Villers	Lobbès
Montigny-le-Tilleul	Merbes
Pont-à-Celles	Momignies
Seneffe	Sivry-Rance
	Thuin

Art. 19. Dans la zone de l'arrondissement de Liège, le conseil de zone de l'enseignement non confessionnel est composé de trois entités d'enseignement comprenant les établissements d'enseignement situés sur le territoire des communes suivantes :

A	B	C
Ans	Liège	Aywaille
Awans		Beyne-Heusay
Bassenge		Blégny

Comblain-au-Pont
Esneux
Flémalle
Grâce-Hollogne
Juprelle
Neupré
Saint-Nicolas
Seraing

Chaufonatine
Dalhem
Fléron
Herstal
Oupeye
Soumagne
Sprimont
Trooz
Visé

Dans la zone de l'arrondissement de Liège, le conseil de zone de l'enseignement confessionnel est composé d'une seule entité d'enseignement.

Art. 20. Dans la zone de l'arrondissement de Verviers, chaque conseil de zone est composé d'une seule entité d'enseignement.

Art. 21. Dans la zone de l'arrondissement de Huy-Waremme, chaque conseil de zone est composé d'une seule entité d'enseignement.

Art. 22. Dans la zone de l'arrondissement de Nivelles, le conseil de zone de l'enseignement non confessionnel est composé d'une seule entité d'enseignement.

Dans la zone de l'arrondissement de Nivelles, le conseil de zone de l'enseignement confessionnel est composé de deux entités d'enseignement comprenant les établissements d'enseignement situés sur le territoire des communes suivantes :

A	B
Braine-l'Alleud	Beauvechain
Braine-le-Château	Chastre
Genappe	Chaumont-Cistoux
Ittre	Court-Saint-Etienne
La Hulpe	Crez-Doiceau
Lasne	Hélécine
Nivelles	Incourt
Rebecq	Jodoigne
Tubize	Mont-Saint-Guibert
Rixensart	Orp-Jauche
Villers-la-Ville	Ottignies-Louvain-la-Neuve
Waterloo	Perwez
	Ramillies
	Walhain
	Wavre

Art. 23. Dans la zone de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale, le conseil de zone de l'enseignement non confessionnel est composé de quatre entités d'enseignement comprenant les établissements d'enseignement situés sur le territoire des communes suivantes :

A	B
Anderlecht	Bruxelles
Berchem-Sainte-Agathe	
Ganshoren	
Jette	
Koekelberg	
Molenbeek-Saint-Jean	

C	D
Forest	Auderghem
Ixelles	Etterbeek
Saint-Gilles	Evere
Uccle	Saint-Josse-ten-Noode
	Schaerbeek
	Watermael-Boitsfort
	Woluwe-Saint-Lambert
	Woluwe-Saint-Pierre

Dans la zone de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale, le conseil de zone de l'enseignement confessionnel est composé de quatre entités d'enseignement comprenant les établissements d'enseignement situés sur le territoire des communes suivantes :

A	B
Berchem-Sainte-Agathe	Auderghem
Bruxelles	Etterbeek
Ganshoren	Ixelles
Jette	Watermael-Boitsfort
Koekelberg	
Molenbeek-Saint-Jean	
Saint-Josse-ten-Noode	
C	D
Anderlecht	Evere
Forest	Schaerbeek
Saint-Gilles	
Uccle	Woluwe-Saint-Lambert
	Woluwe-Saint-Pierre

CHAPITRE III

De la concertation en matière de programmation et d'harmonisation de l'offre d'enseignement

Art. 24. Un établissement ne peut proposer la création d'une option de base que si elle appartient au répertoire des options de base fixé par l'Exécutif en application de l'article 24, alinéa 1er, 1°, du décret du 29 juillet 1992 précité.

Toutefois si cet établissement organise déjà une ou plusieurs options groupées du même secteur qui ne figurent pas au répertoire visé à l'alinéa 1er, la création d'une option de base groupée est subordonnée à la transformation, année par année, des options groupées existantes en options appartenant au répertoire.

L'alinéa 1er ne s'applique pas aux septièmes de perfectionnement et/ou de spécialisation ni à la septième année organisée au terme du troisième degré de l'enseignement professionnel en vue de délivrer le certificat d'enseignement secondaire supérieur sans que soit en outre délivré un certificat de qualification, aussi longtemps qu'elles ne figurent pas dans le répertoire visé à l'alinéa 1er.

Art. 25. Les représentants des Pouvoirs organisateurs au conseil de zone vérifient, lors de l'examen des projets de création d'options par les établissements qu'ils organisent, si l'établissement pourra disposer au moment de l'ouverture, des locaux et de l'équipement adéquats et du personnel enseignant habilité. Le cas échéant, ils peuvent faire appel à l'inspection compétente.

Art. 26. Chaque conseil de zone exerce les compétences du groupe de pouvoirs organisateurs relatives à l'utilisation des périodes-professeurs prévues par l'article 21, § 1er, alinéa 2, du décret du 29 juillet 1992 précité.

Art. 27. § 1er. Chaque conseil de zone assure la concertation entre pouvoirs organisateurs en matière de programmation de l'offre d'enseignement prévue par l'article 24, alinéa 1er, 3°, du même décret.

Il examine les projets de création d'options de base émanant des établissements pour lesquels il est compétent et donne sur ces projets les avis favorables ou défavorables prévus par l'article 25 du même décret.

§ 2. Avant le 1er février de chaque année, chaque conseil de zone transmet les projets de création d'options de base sur lesquels il a donné un avis au comité de concertation dont il relève ainsi qu'aux conseils des zones contiguës de même caractère.

§ 3. Avant le 20 février, les conseils de zones contiguës peuvent introduire un recours motivé auprès du comité de concertation dont ils relèvent. Ils en informent dans le même délai le conseil de zone concerné.

Les représentants d'un pouvoir organisateur au sein d'un conseil de zone peuvent également introduire avant le 20 février un recours motivé contre les avis de ce conseil auprès du comité de concertation dont le conseil de zone relève.

Le représentant du comité de concertation auprès d'un conseil de zone peut également introduire avant le 20 février un recours motivé auprès de ce comité de concertation.

Les représentants d'une organisation syndicale siégeant à l'organe visé à l'article 5, alinéa 1er, peuvent également introduire avant le 20 février un recours motivé contre les décisions du conseil de zone auprès du comité de concertation dont le conseil de zone relève.

§ 4. L'avis favorable d'un conseil de zone qui n'a pas fait l'objet d'un des recours prévus par le paragraphe 3 devient définitif.

§ 5. Avant le 31 mars de chaque année, chaque comité de concertation se prononce sur les recours dont il est saisi et donne son avis favorable ou défavorable.

En l'absence de décision du comité de concertation dans le délai prévu à l'alinéa 1er, l'avis favorable du conseil de zone devient définitif.

§ 6. Les comités de concertation communiquent au Ministre et aux différents conseils de zone concernés leurs avis favorables ainsi que ceux des conseils de zone qui en relèvent.

Art. 28. Chaque conseil de zone peut formuler, à l'intention des différents pouvoirs organisateurs qui le composent, des avis en matière d'harmonisation de l'offre d'enseignement de son caractère sur son territoire.

Art. 29. Les dossiers relatifs aux matières visées aux articles 24 à 28 sont préparés au sein des conseils d'entités d'enseignement.

Art. 30. Pour toute option de base groupée créée, un rapport doit être établi au cours de la première année de création par l'inspection compétente et communiqué au Ministre.

Pour l'enseignement subventionné, le rapport établit si les conditions fixées à l'article 24 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement sont respectées.

Pour l'enseignement de la Communauté, tout rapport négatif de l'inspection est soumis au Ministre qui peut décider de la suppression de l'option.

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 31. Pour les projets de création d'options de base dont l'entrée en vigueur est prévue au 1er septembre 1993, les dates des 1er février, 20 février et 31 mars visées à l'article 27, § 2, 3 et 5 sont remplacées respectivement par celles du 28 avril, du 21 mai et du 15 juin.

Pour les créations applicables au 1er septembre 1993, les dispositions de l'article 5, alinéa 1er et deuxième ne sont pas obligatoires. Toutefois, une consultation des organisations syndicales représentatives devra avoir lieu à l'initiative du président du conseil de zone.

La première réunion de l'organe visé à l'article 5, alinéa 1er est convoquée par le président du conseil de zone.

Par dérogation à l'article 3, alinéa 2, la date de comptabilisation des élèves pour l'année scolaire 1992-1993, est le 1er octobre 1992.

Art. 32. Le représentant du comité de concertation auprès du conseil de zone convoque et préside la première réunion de ce conseil qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 33. Dans l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif aux Centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice, sont abrogés :

- 1° l'intitulé du chapitre IV ainsi que l'article 41;
- 2° l'article 37 modifié par l'arrêté royal du 6 novembre 1987;
- 3° l'article 39, modifié par l'arrêté royal n° 438 du 11 août 1986;
- 4° l'article 40, modifié par l'arrêté royal n° 540 du 31 mars 1987.

Art. 34. L'article 24, alinéa 1er, 3° et alinéa 2, l'article 25 et l'article 26, § 3 du décret du 29 juillet 1992 précité entrent en vigueur le 15 mars 1993.

Art. 35. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 mars 1993, à l'exception de l'article 24 pour lequel l'Exécutif arrête une autre date.

Art. 36. Le Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 mars 1993.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 93 — 1034

[C - 29191]

15 MAART 1993. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, inz. op artikel 24, lid 1, 3°, en lid 2, op artikel 26, § 3, en op artikel 29;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 30 maart 1982 betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het secundair onderwijs met volledig leerplan, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 7 juli 1986, de koninklijke besluiten nr. 438, d.d. 11 augustus 1986, en nrs. 539 en 540, d.d. 31 maart 1987, het koninklijk besluit d.d. 6 november 1987 en het decreet van 29 juli 1992;

Gelet op het overleg met de vertegenwoordigers van de verschillende inrichtende machten;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter belast met Begroting, gegeven op 2 januari 1993;

Gelet op het protocol van Sectorcomité IX en van het comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, d.d. 12 februari 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Zoneraden, overlegcomités en onderwijseenheden

Afdeling 1. — Zones en zoneraden

Artikel 1. Er worden tien overlegzones ingesteld :

1° de zone administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad;

2° de zone administratief arrondissement Nijvel;

3° de zone administratief arrondissement Hoei-Borgworm;

4° de zone administratief arrondissement Luik;

5° de zone administratief arrondissement Verviers,

6° de zone provincie Namen;

7° de zone provincie Luxemburg;

8° de zone West-Henegouwen, die de in artikel 16 bedoelde gemeenten omvat;

9° de zone Bergen-Centrum, die de in artikel 17 bedoelde gemeenten omvat;

10° de zone Charleroi-Zuid-Henegouwen, die de in artikel 18 bedoelde gemeenten omvat.

Art. 2. In elke overlegzone worden twee zoneraden opgericht :

1° één voor de inrichtingen die onderwijs van niet-confessionele aard organiseren, waartoe het neutraal onderwijs behoort, hierna genoemd "zoneraad voor het niet-confessioneel onderwijs";

2° een andere voor de inrichtingen die onderwijs van confessionele aard organiseren, hierna genoemd "zoneraad voor het confessioneel onderwijs".

Art. 3. § 1. Elke zoneraad omvat een vertegenwoordiger van elk van de inrichtende machten van de inrichtingen van de betrokken aard.

Voor elke volledige reeks van 2000 regelmatig ingeschreven leerlingen op de eerste dag van het tweede kwartaal van het lopende schooljaar, vaardigt elke inrichtende macht voor het geheel van de inrichtingen voor secundair onderwijs die ze organiseert, een bijkomende afgevaardigde af.

Een minimum van twee vertegenwoordigers wordt echter gewaarborgd aan de inrichtende macht die ofwel het geheel van het gesubsidieerd onderwijs ofwel het geheel van het gemeenschapsonderwijs binnen de zoneraad alleen vertegenwoordigt.

Elke zoneraad omvat een vertegenwoordiger van het overlegcomité, overeenkomstig artikel 10. Deze vertegenwoordiger is niet stemgerechtigd.

§ 2. Het gunstig advies vereist in artikel 25 van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt uitgebracht bij een tweederdemeerderheid van de aanwezige leden. De in artikel 21, § 1, lid 2, van hetzelfde decreet bepaalde beslissing wordt bij dezezelfde meerderheid genomen.

In de zoneraden van het niet-confessioneel onderwijs is daarenboven de gewone meerderheid afzonderlijk vereist voor het geheel van de aanwezige vertegenwoordigers van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en anderzijds voor het geheel van de aanwezige vertegenwoordigers van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs.

Art. 4. Elke zoneraad legt zijn huishoudelijk reglement vast, dat hij het overlegcomité waaronder het ressorteert overeenkomstig artikel 9, ter goedkeuring voor legt.

Hij kiest onder zijn leden zijn voorzitter en zijn secretaris.

Het huishoudelijk reglement kan in de samenstelling van een bestuur voorzien, waaraan de raad de uitoefening van sommige van zijn bevoegdheden overdraagt met inachtneming van de meerderheidsregels bepaald bij artikel 3.

Afdeling 2. — Overleg met de vakbonden

Art. 5. De in de artikelen 7 en 14 bepaalde inrichtingen en harmonisatie zijn het voorwerp van verplicht overleg met de representatieve vakbonden in een orgaan waarvan het huishoudelijk reglement de samenstelling, de werkings- en beslissingvoorwaarden bepaalt.

Indien het huishoudelijk reglement van het in het vorig lid bepaalde orgaan niet binnen een termijn van zes weken, te rekenen van de datum van inwerkingtreding van dit besluit, wordt vastgelegd, bepaalt de minister het.

Het overleg gebeurt op het vlak van de zone.

Afdeling 3. — Overlegcomités

Art. 6. Voor het geheel van de tien in artikel 1 bedoelde overlegzones worden twee overlegcomités opgericht :

1° één voor de inrichtingen die onderwijs van niet-confessionele aard organiseren, waartoe het neutraal onderwijs behoort, genoemd overlegcomité voor het niet-confessioneel onderwijs;

2° het andere voor de inrichtingen die onderwijs van confessionele aard organiseren, genoemd overlegcomité voor het confessioneel onderwijs.

Art. 7. Het overlegcomité voor het niet-confessioneel onderwijs bestaat uit 6 werkende leden en hoogstens 3 plaatsvervangers die het onderwijs van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en aangesteld zijn door de minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, hierna genoemd de minister, en uit 6 werkende leden en hoogstens 3 plaatsvervangers die het gesubsidieerd onderwijs van niet-confessionele aard vertegenwoordigen en aangesteld zijn door de op het vlak van de Gemeenschap representatieve organen van de inrichtende machten van de inrichtingen voor gesubsidieerd onderwijs van niet-confessionele aard.

De minister benoemt de voorzitter van het comité buiten de leden hiervan. De voorzitter is niet stemgerechtigd.

De mandaten hebben een duur van vier jaar en zijn hernieuwbaar.

Met een tweederdemeerderheid maakt het overlegcomité zijn huishoudelijk reglement op.

Art. 8. Het overlegcomité voor het gesubsidieerd onderwijs van confessionele aard bestaat uit 12 werkende leden en hoogstens 6 plaatsvervangers die het gesubsidieerd onderwijs van confessionele aard vertegenwoordigen en aangesteld zijn door het op het vlak van de gemeenschap representatieve orgaan van de inrichtende machten van inrichtingen voor gesubsidieerd onderwijs van confessionele aard.

Het in vorig lid bedoelde orgaan benoemt de voorzitter van het comité buiten zijn leden. De voorzitter is niet stemgerechtigd.

De mandaten hebben een duur van vier jaar en zijn vernieuwbaar.

Het overlegcomité maakt bij een tweederdemeerderheid van de aanwezige leden zijn huishoudelijk reglement op.

Art. 9. Elk overlegcomité keurt de huishoudelijke reglementen van de zoneraden van zijn aard goed en zendt ze aan de minister over.

Art. 10. Elk overlegcomité vaardigt een vertegenwoordiger bij de verschillende zoneraden van zijn aard af.

Afdeling 4. — Onderwijseenheden

Art. 11. Binnen elke in artikel 1 bedoelde overlegzone worden één of meer onderwijseenheden opgericht die de onderwijsinrichtingen van dezelfde aard groeperen.

Art. 12. In elke onderwijseenheid wordt een raad van de onderwijseenheid opgericht.

Art. 13. De samenstelling en de werking van de onderwijseenheidsraden van eenzelfde zone worden door het huishoudelijk reglement van de zoneraad omschreven.

HOOFDSTUK II. — Afbakening van de onderwijszones en de onderwijseenheden

Art. 14. In de zone provincie Namen bestaat elke zoneraad uit twee onderwijseenheden die de onderwijsinrichtingen omvatten, gevestigd op het grondgebied van de volgende gemeenten :

A	B
Andenne	Anhée
Assesse	Beauraing
Eghezée	Bièvre
Fernelmont	Cerfontaine
Floreffe	Ciney
Fosses-la-Ville	
Gembloux	Couvin
Gesves	Dinant
Jemeppe-sur-Sambre	Doische
La Bruyère	Florennes
Namen	
Ohey	Gedinne
Profondeville	
Sambreville	Hamois
Sombreffe	Hastières
	Havelange
	Houyet
	Mettet
	Onhaye
	Philippeville
	Rochefort
	Somme-Leuze
	Viroinval
	Vresse-sur-Semois
	Walcourt
	Yvoir

Art. 15. In de zone provincie Luxemburg bestaat elke zoneraad uit twee onderwijseenheden die de onderwijsinrichtingen omvatten, gevestigd op het grondgebied van de volgende gemeenten :

A	B
Bastenaken	Aarlen
Bertogne	Attert
Bertrix	Aubange
Bouillon	Chiny
Daverdisse	Etalle
Durbuy	
Erezée	Florenville
Fauvillers	
Gouvy	Habay
Herbeumont	
Hotton	Martelange
Houffalize	Messancy
La-Roche-en-Ardenne	Meix-devant-Virton
Léglise	
Libin	Musson
Libramont-Chevigny	Rouvroy
Manhay	Saint-Léger
Marche-en-Famenne	Tintigny
Nassogne	Virton
Neufchâteau	
Paliseul	
Rendeux	
Saint-Hubert	

Sainte-Ode
Tellin
Tenneville
Vaux-sur-Sûre
Vielsalm
Wellin

Art. 16. In de zone West-Henegouwen bestaat de zoneraad voor het niet-confessioneel onderwijs uit 3 onderwijseenheden die de onderwijsinrichtingen omvatten, gevestigd op het grondgebied van de volgende gemeenten :

A	B
Antoing	Aat
Brunchaut	Belœil
Celles	Bernissart
Komen-Waasten	Brugelette
Estaimpuis	Chièvres
Mont-de-l'Enclus	Ellezelles
Moeskroen	
Pecq	Vloesberg
Rumes	Frasnes-lez-Anvaing
Doornik	Lessen
	Leuze-en-Hainaut
	Péruwelz
	Silly

In de zone West-Henegouwen bestaat de zoneraad voor het confessioneel onderwijs uit 3 onderwijseenheden die de onderwijsinrichtingen omvatten, gevestigd op het grondgebied van de volgende gemeenten :

A	B	C
Antoing	Aat	Komen-Waasten
Brunchaut	Belœil	
Celles	Bernissart	Moeskroen
	Brugelette	
Estaimpuis	Chièvres	
Mont-de-l'Enclus	Ellezelles	
Pecq	Vloesberg	
Rumes	Frasnes-lez-Anvaing	
Doornik	Lessen	
	Leuze-en-Hainaut	
	Péruwelz	
	Silly	

Art. 17. In de zone Bergen-Centrum bestaat de zoneraad voor het confessioneel onderwijs uit 3 onderwijseenheden die de onderwijsinrichtingen omvatten, gevestigd op het grondgebied van de volgende gemeenten :

A	B	C
Boussu	Bergen	's-Gravenbrakel
Colfontaine		Ecaussines
Dour		Edingen
Frameries		La Louvière
Hensies		Le Rœulx
Honnelles		Manage
Jurbeke		Morlanwelz
Lens		Zinnik
Quaregnon		
Quevy		
Quiévrain		
Saint-Ghislain		

In de zone Bergen-Centrum bestaat de zoneraad voor het confessioneel onderwijs uit 2 onderwijs-eenheden die de onderwijsinrichtingen omvatten, gevestigd op het grondgebied van de volgende gemeenten :

A	B
Boussu	's-Gravenbrakel
Colfontaine	Ecaussines
Dour	Édingen
Frameries	La Louvière
Hensies	Le Rœulx
Honnelles	Manage
Jurbeke	Morlanwelz
Lens	Zinnik
Bergen	
Quaregnon	
Quévy	
Quiévrain	
Saint-Ghislain	

Art. 18. In de zone Charleroi-Zuid-Henegouwen bestaat de zoneraad voor het niet-confessioneel onderwijs uit 3 onderwijseenheden die de onderwijsinrichtingen omvatten, gevestigd op het grondgebied van de volgende gemeenten :

A	B	C
Aiseau-Presles	Charleroi	Anderlues
Chapelle-Herlaimont		Beaumont
Châtelet		Binche
Courcelles		Chimay
Farciennes		Erquennes
Fleurus		Estinnes
Fontaine-l'Évêque		Froidchappelle
Gerpinnes		Ham-sur-Heure
Les-Bons-Villers		Lobbes
Montigny-le-Tilleul		Merbes
Pont-à-Celles		Momignies
Seneffe		Sivry-Rance
		Thuin

In de zone Charleroi-Zuid-Henegouwen bestaat de zoneraad voor het confessioneel onderwijs uit 2 onderwijseenheden die de onderwijsinrichtingen omvatten, gevestigd op het grondgebied van de volgende gemeenten :

A	B
Aiseau-Presles	Anderlues
Chapelle-Herlaimont	Beaumont
Charleroi	
Châtelet	Binche
Courcelles	Chimay
Farciennes	Erquennes
Fleurus	Estinnes
Fontaine-l'Évêque	Froidchappelle
Gerpinnes	Ham-sur-Heure
Les-Bons-Villers	Lobbes
Montigny-le-Tilleul	Merbes
Pont-à-Celles	Momignies
Seneffe	Thuin

Art. 19. In de zone Luik bestaat de zoneraad voor het niet-confessioneel onderwijs uit 3 onderwijseenheden die de onderwijsinrichtingen omvatten, gevestigd op het grondgebied van de volgende gemeenten :

A	B	C
Ans	Luik	Aywaille
Awans		Beyne-Heusay
Bassenge		Blégny
Comblain-au-Pont		Chaufonatinne
Esneux		Dalhem
Flémalle		Fléron

Grâce-Hollogne
Juprelle
Neupré
Saint-Nicolas
Seraing

Herstal
Oupeye
Soumagne
Sprimont
Trooz
Wezet

In de zone arrondissement Luik bestaat de zoneraad voor het confessioneel onderwijs uit 1 onderwijseenheid.

Art. 20. In de zone arrondissement Verviers bestaat elke zoneraad uit 1 onderwijseenheid.

Art. 21. In de zone arrondissement Hoi-Borgworm bestaat elke zoneraad uit 1 onderwijseenheid.

Art. 22. In de zone arrondissement Nijvel bestaat de zoneraad voor het niet-confessioneel onderwijs uit 1 onderwijseenheid.

In de zone arrondissement Nijvel bestaat de zoneraad voor het confessioneel onderwijs uit 2 onderwijseenheden die de onderwijsinrichtingen omvatten, gevestigd op het grondgebied van de volgende gemeenten :

A	B
Eigenbrakel	Beauvechain
Kasteelbrakel	Chastre
Genappe	Chaumont-Gistoux
Ittre	Court-Saint-Etienne
Terhulpen	Grez-Doiceau
Lasne	Hélécine
Nijvel	Incourt
Rebecq	Geldenaken
Tubeke	Mont-Saint-Guibert
Rixensart	Orp-Jauche
Villers-la-Ville	Ottignies-Louvain-la-Neuve
Waterloo	Perwez
	Ramillies
	Walhain
	Waver

Art. 23. In de zone arrondissement Brussel-Hoofdstad bestaat de zoneraad voor het niet-confessioneel onderwijs uit 4 onderwijseenheden die de onderwijsinrichtingen omvatten, gevestigd op het grondgebied van de volgende gemeenten :

A	B
Anderlecht	Brussel
Sint-Agatha-Berchem	
Ganshoren	
Jette	
Koekelberg	
Sint-Jans-Molenbeek	
C	D
Vorst	Oudergem
Elsene	Etterbeek
Sint-Gilles	Evere
Ukkel	Sint-Joost-ten-Node
	Schaarbeek
	Watermaal-Bosvoorde
	Sint-Lambrechts-Woluwe
	Sint-Pieters-Woluwe

In de zone arrondissement Brussel-Hoofdstad bestaat de zoneraad voor het confessioneel onderwijs uit 4 onderwijseenheden die de onderwijsinrichtingen omvatten, gevestigd op het grondgebied van de volgende gemeenten :

A	B
Sint-Agatha-Berchem	Oudergem
Brussel	Etterbeek
Ganshoren	Elsene
Jette	Watermaal-Bosvoorde
Koekelberg	
Sint-Jans-Molenbeek	
Sint-Joost-ten-Node	

C	D
Anderlecht	Evere
Vorst	Schaarbeek
Sint-Gillis	
Ukkel	Sint-Lambrechts-Woluwe
	Sint-Pieters-Woluwe

HOOFDSTUK III. — *Overleg inzake programmatie en harmonisatie van het onderwijsaanbod*

Art. 24. Een inrichting mag de oprichting van een basisoptie slechts voorstellen indien deze tot de lijst behoort van de basisopties die door de Executieve in toepassing van artikel 24, lid 1, 1°, van bovenvermeld decreet d.d. 29 juli 1992 werd vastgesteld.

Indien deze inrichting echter reeds één of meer gegroepede opties van dezelfde sector organiseert, die niet op de in lid 1 bedoelde lijst voorkomen, is de oprichting van een gegroepede basisoptie afhankelijk van de omvorming, jaar per jaar, van de bestaande gegroepede opties in opties die tot de lijst behoren.

Lid 1 wordt niet toegepast op de zevende vervolmakings- en/of specialisatiejaren, ingericht na afloop van de derde graad van het beroepsonderwijs met het oog op het uitreiken van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs zonder dat een kwalificatiegetuigschrift daarenboven wordt uitgereikt, zolang ze niet in de in lid 1 bedoelde lijst voorkomen.

Art. 25. De vertegenwoordigers van de inrichtende machten in de zoneraad gaan bij het onderzoek van de ontwerpen van oprichting van opties door de inrichtingen die ze organiseren, na of de inrichting op het ogenblik van de opening over de passende lokalen en uitrusting en over het bevoegde onderwijzend personeel kan beschikken.

In voorkomend geval mogen ze een beroep doen op de bevoegde inspectie.

Art. 26. Elke zoneraad oefent de bevoegdheden van de groep inrichtende machten uit betreffende de aanwending van de lestijden-leraars, bepaald bij artikel 21, § 1, lid 2, van voormeld decreet d.d. 29 juli 1992.

Art. 27. § 1. Elke zoneraad staat in voor het overleg tussen inrichtende machten inzake de programmatie van het onderwijsaanbod, bepaald bij artikel 24, lid 1, 3°, van hetzelfde decreet.

Hij onderzoekt de ontwerpen tot oprichting van basisopties die uitgaan van de inrichtingen waarvoor hij bevoegd is en brengt over die ontwerpen de bij artikel 25 van hetzelfde decreet bepaalde gunstige of ongunstige adviezen uit.

§ 2. Vóór 1 februari van elk jaar maakt elke zoneraad de ontwerpen tot oprichting van basisopties waarover hij advies uitbracht, over aan het overlegcomité waaronder hij ressorteert alsmede aan de raden van de omliggende gelijkaardige zones.

§ 3. Vóór 20 februari kunnen de raden van de omliggende zones een met redenen omkleed beroep indienen bij het overlegcomité waaronder ze ressorteren. Binnen dezelfde termijn verwittigen ze de betrokken zoneraad.

De vertegenwoordigers van een inrichtende macht in een zoneraad kunnen eveneens vóór 20 februari een met redenen omkleed beroep indienen tegen de adviezen van deze raad bij het overlegcomité waaronder de zoneraad ressorteert.

De vertegenwoordiger van het overlegcomité bij een zoneraad kan eveneens vóór 20 februari een met redenen omkleed beroep bij bedoeld overlegcomité indienen.

De vertegenwoordigers van een vakbond die zitting hebben in het bij artikel 5, lid 1, bedoelde orgaan kunnen ook vóór 20 februari een met redenen omkleed beroep tegen de beslissingen van de zoneraad indienen bij het overlegcomité waaronder de zoneraad ressorteert.

§ 4. Het gunstig advies van een zoneraad waartegen geen beroep bedoeld in § 3 werd aangetekend, wordt definitief.

§ 5. Vóór 31 maart van elk jaar spreekt elk overlegcomité zich uit over de beroepen die bij bedoeld comité aanhangig gemaakt werden en brengt hij een gunstig of ongunstig advies uit.

Bij gebrek aan beslissing van het overlegcomité binnen de in lid 1 bepaalde termijn wordt het gunstig advies van de zoneraad definitief.

§ 6. De overlegcomités delen de minister en de verschillende betrokken zoneraden hun gunstige adviezen mede, alsook die van de zoneraden die eronder ressorteren.

Art. 28. Elke zoneraad kan voor de verschillende inrichtende machten die hem samenstellen, adviezen uitbrengen inzake harmonisering van het onderwijsaanbod van zijn aard op zijn grondgebied.

Art. 29. De dossiers betreffende de in de artikelen 24 tot 28 bedoelde materies worden binnen de raden van de onderwijsseenheden aangelegd.

Art. 30. Voor elke opgerichte gegroepeerde optie moet tijdens het eerste jaar van oprichting een verslag opgemaakt worden door de bevoegde inspectie en aan de minister meegedeeld worden.

Voor het gesubsidieerd onderwijs deelt het verslag mee of de voorwaarden vastgesteld in artikel 24 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, in acht worden genomen.

Voor het Gemeenschapsonderwijs wordt elk negatief inspectieverslag voorgelegd aan de Minister die tot het afschaffen van de optie mag beslissen.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 31. Voor de geplande oprichtingen van basisopties, waarvan de inwerkingtreding bepaald is op 1 september 1993, worden de data 1 februari, 20 februari en 31 maart, bedoeld in artikel 27, § 2, 3 en 5, respectievelijk door 28 april, 21 mei en 15 juni vervangen.

Voor de oprichtingen toepasselijk op 1 september 1993 zijn de bepalingen van artikel 5, lid 1 en lid 2, niet verplicht.

Een raadpleging van de representatieve vakbonden moet echter plaatshebben op initiatief van de voorzitter van de zoneraad.

De eerste vergadering van het in artikel 5, lid 1, bedoeld orgaan wordt door de voorzitter van de zoneraad belegd.

In afwijking van artikel 3, lid 2, is de datum voor de telling van de leerlingen voor het schooljaar 1992-1993 op 1 oktober 1992 vastgesteld.

Art. 32. De vertegenwoordiger van het overlegcomité bij de zoneraad belegt de eerste vergadering van deze raad die op de inwerkingtreding van dit besluit volgt, en zit de vergadering voor.

Art. 33. In het koninklijk besluit d.d. 30 maart 1982 betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het secundair onderwijs met volledig leerplan, worden opgeheven :

- 1° het opschrift van hoofdstuk IV alsook artikel 41;
- 2° artikel 37, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 6 november 1987;
- 3° artikel 39, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 438 d.d. 11 augustus 1986;
- 4° artikel 40, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 540 d.d. 31 maart 1987.

Art. 34. Artikel 24, lid 1, 3°, en lid 2, artikel 25 en artikel 26, § 3, van bovenvermeld decreet d.d. 29 juli 1992 treden in werking op 15 maart 1993.

Art. 35. Dit besluit treedt in werking op 15 maart 1993, met uitzondering van artikel 24 waarvoor de Executieve een andere datum zal bepalen.

Art. 36. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 maart 1993.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO